

Alerte aux « populismes identitaires » !

INITIATIVE Une « fondation » vouée aux « mutations de société » sonne l'alarme

► Une série de personnalités lancent une fondation - « Ceci n'est pas une crise », présidée par Jean-Pascal Labille - qui met en garde contre la percée des « populismes », des extrémismes. ► Philippe Maystadt, parmi les membres, convoque l'histoire : « Mussolini en 1922, Hitler en 1933 »...

Quand l'idée a germé il y a un peu plus d'un an, elle ne revêtait pas un tel caractère d'urgence.

C'était avant Charlie. Tout a basculé depuis lors, et pour cause. A l'époque, il était question d'une « fondation » vouée à analyser les « mutations » dont nos sociétés sont le théâtre, à laquelle Philippe Maystadt et Philippe Busquin, anciens ministres et présidents de partis, social-chrétien et socialiste, voulaient donner vie.

Puis, d'un coup, c'est l'alerte générale. Charlie, Copenhague, Verviers... Contre les radicalismes, les populismes, les tentations identitaires et xénophobes. Une alerte générale dont la même fondation baptisée « Ceci n'est pas une crise » - copyright Pierre Kroll, parmi les administrateurs - réunissant politiques de tous camps, universitaires, chefs d'entreprise, se fait l'écho aujourd'hui. Et quel écho ! Lancement l'opération lundi matin, au Botanica à Bruxelles, ses maîtres d'œuvre et principaux animateurs n'ont pas lésiné...

Pour illustrer les dangers qui nous guettent, Philippe Maystadt renvoie à Marine Le Pen en France, Nigel Farage en Grande-Bretagne, xénophobes, europhobes qui, rappelle l'ancien président de la Banque européenne d'investissements, ont obtenu respectivement 25 % et 27 % des suffrages aux élections européennes, arrivant en tête dans

leurs pays. Mieux, il convoque l'histoire : « Mussolini arrivé au pouvoir en 1922, Hitler en 1933 » ! Philippe Maystadt recadre, contextualise, nuance évidemment : « La question, aujourd'hui, est moins de savoir si les partis extrémistes et populistes vont arriver au pouvoir, que l'influence qu'ils peuvent exercer sur les autres, sur la société politique en général... » Il recadre, oui, mais le décor est planté. Sombre.

Le document distribué lundi à la presse voit dans les « terribles événements survenus à Paris et Copenhague, les symptômes d'un même mal qui tous les jours ronge nos démocraties : la peur individuelle que suscite la mutation actuelle de nos sociétés et qui alimente les replis identitaires ».

On en passe. Une peur d'autant plus ancrée que... « ceci n'est pas une crise » mais une « mutation », ce qui donne à voir un phénomène durable, une transition lourde, sans frein et sans retour, « comparable au passage de la société agraire à la société in-

« L'histoire a tendance à se répéter ; les minorités politiques d'aujourd'hui peuvent dominer demain ! » ERIC DOMB

dustrielle » avec, en toute hypothèse favorable, un « nouveau modèle de société » au bout du compte. Si tout va bien...

Car, soulignera Eric Domb, créateur du parc Pairi Daiza, dans le ton de Philippe Maystadt, « l'histoire a tendance à se répéter », et « les minorités politiques d'aujourd'hui peuvent dominer demain » ! Pour éviter le pire,

conclut-il, « il faut que celles et ceux constituant le « ventre mou » de la société, les citoyens, les gens raisonnables, plus qu'avoir des convictions, ce qui est nécessaire mais ne suffit pas, s'engagent à leur façon ». D'où, dans son créneau, la fondation du jour. Vouée

à « établir des diagnostics », à « proposer des solutions opérationnelles », à « faire émerger des réponses concrètes et utilisables », au travers de conférences, de débats contradictoires, de prises de position multiformes afin notamment d'interpeller, conseiller, « mobiliser » les politiques tous azimuts.

En fait d'engagement, Jean-Pascal Labille, président de la fondation, à la tête des Mutualités socialistes par ailleurs, ramenant à l'urgence, à l'alerte générale, voit une démarche « au-dessus, ou par-delà les partis, qui transcende les clivages » : « Re-devenons tous des acteurs politiques, avec un grand P, visons la construction d'un nouveau modèle de société, inclusif, avec sa perspective européenne. » Entre autres « actions » entreprises par la fondation, il annonce « la mise sur pied d'une agence de notation » d'un nouveau type, élaborant et mesurant un indice du « vivre ensemble », ainsi qu'une « grande enquête sociologique de fond, reproduite à intervalles réguliers, ayant trait aux craintes des Belges, leurs espoirs, leur per-

ception du monde et des changements sur leur vie quotidienne ».

En attendant, au travers de conférences, prises de position dans les médias, interpellations des partis, il s'agira de « combattre partout les solutions simplistes aux problèmes qui sont complexes quant à eux ». Des solutions simplistes dont une nuée de partis « populistes » et « identitaires » sont porteurs en Europe, en Belgique, « je pense au Vlaams Belang au nord, au PTB », délimite Mark Elchardus, professeur à la VUB. Au fait, la N-VA ? « C'est un parti nationaliste, de droite, c'est différent », avance le sociologue. La fondation « Ceci n'est pas une crise » ayant vocation notamment à créer le débat, en voilà un. ■

DAVID COPPI



Lancement de la fondation « Ceci n'est pas une crise », lundi, au Botanica à Bruxelles. © BELGA.

COMPOSITION

Les administrateurs de la fondation

Philippe Busquin, ancien commissaire européen ; **Grégor Chapelle**, directeur général d'Actiris ; **Bruno Colmant**, économiste ; **Eric De Beukelaer**, curé-doyen du centre de Liège ; **Didier De Jaeger**, administrateur de sociétés ; **Eric Domb**, fondateur du Pairi Daiza ; **Mark Elchardus**, professeur à la VUB ; **Monica Frassoni**, présidente du Parti Vert européen ; **Jan Goossens**, directeur artistique KVS ; **Pierre Kroll**, dessinateur ; **Jean-Pascal Labille**, secrétaire général des Mutualités socialistes ; **Philippe Lallemand**, membre du Comité de direction d'Ethias ; **Philippe Maystadt**, ancien président de la BEI ; **Louis Michel**, ministre d'Etat, député européen ; **Marielle Papy**, conseillère des Mutualités socialistes ; **Benoît Scheuer**, sociologue ; **Dan Sobovitz**, conseiller à la Commission européenne ; **Hilde Vernailen**, CEO P&V Assurances ; **Eric Winnen**, directeur général de Dialectiq.

Découvrir la ville pour apprendre le vivre-ensemble

ÉCOLE Une initiative originale est de passage au cœur du quartier des Marolles

REPORTAGE

Dans un centre culturel situé rue Haute, au cœur des Marolles, de drôles de cabanes ont été construites. À la manœuvre : une trentaine d'élèves originaires de l'École européenne et de l'Athénée royal d'Ixelles, répartis en binômes, chaque duo unissant des jeunes des deux écoles. « On commence la première journée de formation par cette activité de manière à ce que les élèves apprennent à se connaître et s'approprient le lieu », explique David Stoleru, président du Beit Project.

Mais le lieu important aujourd'hui, c'est la rue. Les élèves partent à la découverte des traces du passé présentes un peu partout dans le quartier choisi. Ici, ce sont les Marolles, mais le projet circule dans d'autres grandes villes européennes comme Paris, Barcelone ou Berlin. L'initiative existe depuis bientôt trois ans et est financée par l'Union européenne depuis cette année. Elle prend un aura particulière dans le contexte actuel : les ateliers de Paris se sont d'ailleurs terminés le 6 janvier, la veille de l'attentat à Charlie Hebdo...

Revenons à Bruxelles. Les ados découvrent le paysage urbain à côté duquel on passe souvent



En 2013, les élèves ont découvert les alentours de la Place Royale (photo). Cette année, place au quartier des Marolles ! © D.R.

sans ciller : ici un pavé gravé évoquant la Shoah, là une maison accueillant les sans-abri, plus loin une fresque rappelant l'immigration espagnole, plus loin encore un ancien théâtre...

Découverte en « matriochka »

Les élèves découvrent toutes les facettes du quartier, ces dernières servent alors de base pour un débat sur le racisme, le vivre ensemble ou la ségrégation. David Stoleru évoque le principe de la matriochka, la poupée russe.

« Chaque élève découvre quelque chose de familier dans cette promenade, détaille-t-il. En plus, chacun perçoit les choses avec ses propres yeux. C'est d'autant plus pertinent que nous réunissons des élèves d'écoles très différentes. Au moment de la mise en commun, chaque élève peut s'exprimer, toutes les couches superposées aboutiront à une interprétation commune. »

Il s'agira d'une production vidéo, réalisée au terme des deux jours de formation (1).

Après cette première journée, ce lundi, les élèves semblent ravis. Nisrin, 16 ans, de l'Athénée d'Ixelles, est en train de démontrer sa cabane avec Charlotte, de l'École européenne. Nisrin dit avoir une nouvelle vision du quartier des Marolles. Et d'ajouter : « On ne parle pas souvent du vivre ensemble. C'est chouette de le faire de cette façon originale et avec des élèves d'une autre école. »

Stéphanie, professeur de français à l'École européenne, se réjouit pour sa part de la participation de son établissement au projet : « Cette ouverture à d'autres jeunes est très riche, c'est vraiment intéressant pour eux de confronter leurs idées. »

Pour le moment, environ 200 élèves belges profitent de l'expérience Beit Project, pour un prix d'une trentaine d'euros par personne. Mais David Stoleru souhaiterait que les pouvoirs publics s'emparent du projet. Il aimerait rencontrer le ministre de l'Éducation Joëlle Milquet. Cette dernière vient justement d'annoncer que mars sera le mois de la tolérance (lire ci-contre) ! ■

ANN-CHARLOTTE BERSIPONT

(1) La soirée de clôture aura lieu le 25 mars aux Brigittines. <http://thebeitproject.org/fr/>

ACTION

Mars, mois de la tolérance dans les écoles de l'enseignement officiel

Le milieu enseignant est loin d'être amorphe dans le contexte post-Charlie Hebdo. La pièce *Djihad* rencontre un succès fou - de nouvelles dates sont déjà programmées jusqu'en mai - et en janvier dernier, Joëlle Milquet, ministre de l'Éducation (photo), mettait la dernière main à un plan de lutte contre la radicalisation à l'école, principalement axé sur des journées de formation. Nouvelle initiative annoncée lundi : mars sera officiellement le mois de la tolérance dans les écoles de la Fédération Wallonie-Bruxelles. « L'objectif est d'outiller les enseignants par rapport à des débats très sensibles », a expliqué Joëlle Milquet qui vient d'envoyer une circulaire informative en ce sens aux établissements scolaires. Le plan vise tous les âges et tous les réseaux peuvent s'en inspirer. Neuf propositions d'actions sont évoquées, comme l'organisation de cours de religion et de morale non confessionnelle en commun ou comme la rédaction, par les élèves, d'une « charte de citoyenneté ». La mobilisation d'acteurs extérieurs constitue une autre mesure forte. Le monde journalistique est particulièrement représenté, via l'Association des journalistes professionnels (AJP), les Journaux francophones belges et le Conseil supérieur d'éducation aux médias. « Notre volonté n'est pas de donner des conférences, mais de laisser une grande place au débat sur le rôle des médias », assure Jean-Jacques Deleuw, directeur de la communication de RTL. Des associations comme le Mrax (mouvement contre le racisme) et « Avocats dans l'école » mettent également leurs services à disposition. La circulaire prévoit aussi l'opération « 100 jeunes pour la liberté d'expression », réunissant des jeunes des trois communautés linguistiques belges. Sans oublier la prévention ciblée contre le risque de départ en Syrie ou de radicalisation de certains élèves. Rappelons à cet égard le numéro vert « assistance école » : 0800/20.410.

